

4 Économie

Projet de développement

Vers un partenariat entre la Banque mondiale et la société civile

F.A.
Libreville/Gabon

LA responsable de la communication de la Banque mondiale pour le Cameroun et le Gabon, Odilia R. Hebga, a rencontré mardi quelques Organisations non gouvernementales (ONGs), au siège local de l'institution financière, sis à l'immeuble Gabon mining logistics. Ce rendez-vous avait pour but de créer une sorte de collaboration avec ces associations, afin de travailler de commun accord dans l'aboutissement des projets accompagnés par cette banque.

« On a eu une requête de notre management d'interagir plus avec la société civile dans les différents projets. Dans



Photo : F.A.
La chargée de communication de la Banque mondiale pour le Cameroun et le Gabon, Odilia R. Hebga.

d'autres pays, on les appelle pour plusieurs choses. Ils font de l'engagement citoyen par rapport à nos projets. Donc, c'est l'interactivité avec ces entités qui nous facilite la tâche. Par contre, ici au Gabon, comme on n'a pas encore de rapports, je me suis dit que ce sera bien de commencer à rencontrer quelques-uns. Et voir si

cette démarche peut être mise en application au Gabon », a indiqué Odilia R. Hebga. Cette démarche a été largement appréciée par les ONGs présentes dont Brainforest Gabon, Eau Claire et bien d'autres. « Nous pensons que l'implémentation doit se faire à plusieurs niveaux. Déjà au niveau de la conception, l'avantage de la société



Photo : F.A.
Quelques ONGs et journalistes présents à la rencontre.

civile est que nous sommes sur le terrain en permanence. Nous connaissons la réalité des principaux bénéficiaires que vous ciblez dans vos projets. Ensuite, au niveau de la mise en œuvre, nous devons être là au lancement. Il doit y avoir des sujets d'évaluation à mi-parcours et, là aussi, nous devons vous accompagner. Mais n'empêche

qu'il faut prévoir une ligne budgétaire dans les projets. Au Gabon, on a environ 1500 ONGs dont la majorité traite des questions environnementales. Mais très peu sur le terrain sont capables de mener des actions sans financement. C'est une réalité qu'il faut prendre en compte », a expliqué la représentante de Brainforest Gabon.

Durant cette rencontre, Mme Hebga a longuement expliqué le fonctionnement de l'institution au Gabon, qui « n'est pas une banque commerciale comme beaucoup le pensent », a-t-elle précisé. La Banque mondiale ayant à cœur d'œuvrer pour que les projets qu'elle finance ne nuisent pas à la population ou à l'environnement, elle a créé un service de règlement des plaintes. Lequel a pour objectif de rendre la Banque plus facilement accessible aux communautés affectées et de contribuer au règlement plus rapide et plus satisfaisant des plaintes liées à ses projets.

Secteur bancaire
Des pertes dans 16 banques de la zone Cemac

F.A.
Libreville/Gabon

SUR la base des comptes déclarés par les 52 établissements bancaires en activité dans la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (Cemac) au 30 juin 2016, 16 d'entre eux ont enregistré des pertes, selon nos confrères de l'agence Ecofin, au sortir d'une récente réunion regroupant les responsables des banques de la Cemac et la Commission bancaire de l'Afrique centrale (Cobac), le gendarme du secteur. Selon le gouverneur de la banque centrale des Etats-membres de la Cemac et président de la Cobac, Lucas Abaga Nchama, deux banques se sont ainsi ajoutées à ce groupe d'institutions déficitaires cette année, alors qu'elles n'étaient que quatorze sur la même période en 2015. « Cette contre-performance n'empêche pas la zone Cemac d'avoir un secteur bancaire solide », a souligné Lucas Abaga Nchama lors du dernier comité de politique monétaire de la Beac. Avec un produit net bancaire qui s'établit à 444 milliards de francs Cfa sur la période sous revue, soit sensiblement au même niveau que celui de l'année 2015.

Evaluation du Projet de développement et d'investissement agricole au Gabon (Prodiag)

Vers la migration des coopératives agricoles en PME

Willy NDONG
Libreville/Gabon

FINANCÉ à 80% par l'Agence française de développement (AFD) et 20 % par l'Etat, le Projet de développement et d'investissement agricole au Gabon (Prodiag), mis en œuvre par l'Institut gabonais d'appui au développement (Igad), arrive à échéance en mars 2017. Ce programme, qui s'étend sur toute l'étendue du territoire, vise notamment à l'accroissement de la contribution du secteur agricole au PIB national et à l'augmentation de la part des produits locaux dans le panier de la ménagère. Ce projet vise le secteur du maraîchage (salade, chou, tomate, piment...), du vivrier (banane, manioc...), du petit élevage (mouton, poulet, porc...) et de la transformation des différents produits agricoles cultivés. Ainsi, le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage, chargé de la mise en œuvre



Photo : F.A.
Le ministre de l'Agriculture, Yves Fernand Manfoumbi (d) recevant le directeur général de l'Agence française de développement (AFD), Yves Picard. Photo de droite : Une plantation de légumes au périmètre agricole de l'Igad.



Photo : I.M.

du Programme Graine, Yves-Fernand Manfoumbi, a eu mardi, à Libreville, une séance de travail avec l'Agence française de développement, représentée par son directeur général Yves Picard. Plusieurs points ont été abordés à cette occasion, notamment l'évaluation du Prodiag à quelques mois de la fin de ce projet, les actions sur lesquelles le Prodiag 2 devra désormais s'orienter et la migration des coopératives agricoles en Petites et moyennes entreprises (PME). S'agissant la première



Photo : F.A.
Le ministère de l'Agriculture en réunion avec l'Agence française de développement.

phase du projet, près de 1 090 exploitations agricoles ont été installées. Ce qui a permis de créer 3000 emplois, de produire 13 600

tonnes de produits agricoles (banane, manioc...) pour un chiffre d'affaires annuel évalué à 3,5 milliards de francs. Toute

chose qui amène l'AFD à être favorable à l'accélération de ce partenariat pour la mise en place du Prodiag 2. Au vu des réalisations obtenues par les coopératives agricoles, le ministre de l'Agriculture, de son côté, voit d'un œil la migration des dites coopératives en PME, « en vue de laisser désormais place à une nouvelle race d'entrepreneurs agricoles », a indiqué le membre du gouvernement. Pour rappel, le coût financier du Prodiag 1 est de l'ordre de 13 milliards de francs.

CHANGEMENTS

COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 24/11/2016

Union Gabonaise de Banque

SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>

DEV	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)	
	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957
USD	1,0602	1USD =	618,711	1 USD	640,365
CAD	1,4260	1CAD =	459,998	1 CAD	484,098
JPY	118,0400	1JPY =	5,557	100 JPY	577,868
GBP	0,8539	1GBP =	768,162	1 GBP	801,507
CHF	1,0731	1CHF =	611,273	100 CHF	63 991,11
ZAR	14,9912	1ZAR =	43,756	100 ZAR	4 550,11
MAD	10,6689	1MAD =	61,483	MAD	63,93
CNY	7,3157	1CNY =	89,664	1CNY	92,35

INDICES BOURSINIERS

	en date du	
CAC 40	24/11/2016	4512,00
DOW JONES	24/11/2016	19 030,58

BRENT (IPE) US Dollars/Baril
24 Novembre 2016: 48,63